

<http://www.universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article115>



Compte rendu de la délégation européenne des mouvements sociaux en Grèce les 27 et 28 février 2012



- Thématiques - International -
Date de mise en ligne : vendredi 8 juin 2012

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Par Annick Coupé, pour l'Union syndicale Solidaires.

Mi-Février, ATTAC France a proposé de mettre sur pied une délégation européenne de mouvements sociaux, visant à exprimer la solidarité avec le peuple grec et notre commune opposition aux mesures imposées par la Troïka, comme à tous les plans d'austérité en Europe. Cette proposition s'est concrétisée rapidement car elle correspondait à un besoin exprimé dans divers mouvements. Sept pays étaient représentés : Grande Bretagne, Allemagne, Autriche, Italie, Pays Basque, Belgique et France. Les mouvements sociaux étaient divers : des syndicats (FSU et Solidaires pour la France, CSC pour la Belgique, ESK et ELA pour le pays Basque), ATTAC (France, Allemagne, Autriche), AITEC (France), une revue (Red Pepper – Grande Bretagne), ARCI et un représentant d'un centre social (Italie), un représentant du mouvement « Occupy » (Allemagne), le réseau européen Transform et le CADTM.

Ce sont des militants du Forum social grec, avec qui nous avons tissé des liens depuis plusieurs années, qui ont aidé à organiser ce séjour sur place et qui ont facilité les rencontres. En deux jours, nous avons rencontré à Athènes une diversité de mouvements sociaux, assez représentatifs de ceux et celles qui luttent et refusent la politique de la Troïka (FMI, BCE et Union européenne), avalisée par la majorité de la classe politique grecque. Nous avons rencontré les dirigeants des deux confédérations grecques (celle du secteur public et celle du secteur privé, le syndicat des enseignants du secondaire (combatif et à gauche), la coordination des syndicats de base (regroupant des syndicats des deux confédérations). Nous sommes allés apporter notre solidarité aux ouvriers de l'usine sidérurgique Halyvourgia, située à 20 kilomètres d'Athènes sur la route qui relie le port du Pirée à Corinthe : ils sont en grève depuis le mois d'octobre contre la direction qui a proposé de réduire leur journée de travail de huit à cinq heures et de perdre 40 % de leur salaire... Les salaires, après 15 ans d'ancienneté sont de 1050 euros par mois ! On a rencontré les journalistes de Eleftherotypia, ce journal mis en dépôt de bilan et dont deux numéros ont été réalisés directement par les salariés, avec un grand soutien dans la population. Nous avons vu le syndicat du « logement social » : l'état veut récupérer les réserves financières de cet organisme social qui permettait aux salariés d'acquérir un logement dans de bonnes conditions et le fermer ! Une rencontre a eu lieu avec un collectif d'Indignés qui occupe un immeuble. Nous avons eu un débat le mardi soir dans le centre social de Diktio (réseau pour les droits sociaux). Enfin, nous avons été reçus par le groupe parlementaire de Siriza (un des trois groupes parlementaires à gauche du Pasok) qui a voté contre le Mémoire de la Troïka.

Beaucoup d'éléments communs se retrouvent dans les discussions avec ces différents mouvements.

Lorsque le premier plan d'austérité est tombé, il y a eu un effet de « choc » sur la population, (cela faisait sans doute partie de la stratégie de la Troïka) ; les gens pensaient qu'il n'y avait pas d'autre solution, que c'était le prix à payer pour sortir la Grèce de la crise financière. Aujourd'hui, ce n'est plus du tout la même chose. Plus personne ne pense que les différents plans d'austérité dictés par la Troïka vont régler quoi que ce soit, puisque la Grèce s'enfonce dans la récession et ces mesures n'ont qu'un but : rembourser les banques, quelque soit le prix à payer par la population. L'idée est maintenant très partagée que ce qui se joue en Grèce est fondamentalement un enjeu européen. Il s'agit d'isoler la Grèce, de la rendre responsable des maux européens, et ensuite ce sera au tour du Portugal, de l'Espagne, de l'Irlande et des autres... Ce qui se joue, c'est bien le maintien en Europe de droits collectifs, de protection sociale, de droit du travail, de l'existence de services publics... Il s'agit, pour les initiateurs de ces mesures, de détruire ce qui reste encore d'état social au profit d'un nouveau modèle régit totalement par l'intérêt des marchés financiers, des banques et des spéculateurs !

Dans cette situation, il est vital que les résistances qui existent en Grèce ne restent pas isolées.

Depuis deux ans, il y a eu 17 journées de grève générale (appel interprofessionnel) qui ont donné lieu à des niveaux de mobilisation inégalés depuis la période de la dictature des colonels. Au-delà, des mouvements locaux se mettent sur pied sur la base d'assemblées locales citoyennes, regroupant une diversité de militants et de générations... C'est

l'occasion de débats mais aussi de prise en charge concrète : occupation de bâtiments publics, mise en place de structure collective pour la bouffe... Des actions « no pay » se développent visant à soutenir ceux qui refusent de payer les taxes ou le paiement de péage d'autoroute. On n'est pas forcément à la veille d'un « soulèvement général » mais les résistances s'installent dans la durée. Il faut aussi voir qu'il y a besoin de réagir quasiment en permanence face à toutes les lois antisociales votées en application du mémorandum de la Troïka... Mais la nécessité de mettre en convergences toutes ces résistances est évident, même si c'est compliqué au vu de l'éclatement très important des forces politiques à gauche du Pasok (en sachant que le lien entre mouvements sociaux et mouvements politiques a une certaine importance en Grèce...).

Il y a un très fort sentiment que la démocratie est totalement bafouée par les décisions de la Troïka avec la complicité des gouvernements européens, notamment de la France et de l'Allemagne. Et là aussi, ce qui se joue ne concerne pas seulement la Grèce !

La délégation a été reçue très positivement par toutes les forces rencontrées notamment parce que cela a permis de montrer que contrairement au discours dominant (des médias et des forces politiques au gouvernement), les résistances en Grèce ne sont pas isolées, que dans le reste de l'Europe aussi, il existe des luttes et la volonté de construire des réponses communes aux politiques d'austérité imposées aux populations dans toute l'Europe.

Des discussions ont eu lieu sur ce qui pourrait être fait dans ce sens. Les échanges d'information sur la réalité de la situation dans les différents pays, (la nature des attaques, les luttes...), les initiatives de solidarité (comme les manifestations qui ont eu lieu le 18 mars dans différentes villes européennes comme Paris), les rendez-vous déjà inscrit (la Joint social conférence les 29 et 30 mars à Bruxelles), la mobilisation contre la BCE à Francfort mi mai), qui peuvent constituer des étapes pour aller plus loin dans l'affirmation des convergences... Nous avons abordé la possibilité de travailler à une initiative large en Grèce (rassemblement européen / international) à l'automne... initiative sur laquelle les différents mouvements grecs doivent travailler pour voir s'il est possible de la concrétiser et de lui donner un cadre suffisamment unitaire en Grèce pour être représentatif. La délégation italienne a proposé la tenue d'un séminaire à Milan le 5 mai pour poursuivre les échanges sur ces différents rendez vous et propositions.